



# PERVENCHE BERÈS

Coordinatrice S&D de la commission économique et monétaire  
Votre députée européenne pour la circonscription Ile-de-France  
et Français établis hors de France

— LETTRE D'INFORMATION – FEVRIER 2019 —

## EDITO

---

### **La réforme des Autorités européennes de supervision financière est entrée dans sa dernière ligne droite**

Longtemps en panne tant les forces de blocages étaient importantes, la réforme des autorités européennes de supervision vient de franchir une étape décisive. Lorsque le Parlement a défini son mandat de négociation le 10 janvier dernier, Othmar Karas et moi-même, co-rapporteurs, avons clairement fait savoir au Conseil que nous n'accepterions d'entrer en négociation que sur l'ensemble du paquet législatif.

Cette révision des autorités est indispensable pour davantage de convergence, de protection des consommateurs, une meilleure prise en compte du dérèglement climatique, pour permettre que les autorités aient les moyens d'exercer les pouvoirs qui leur sont attribués, et dans la perspective du Brexit. Elle ne plaît pas à toutes les «autorités nationales compétentes» qui y voient une mise en cause de leurs propres pouvoirs et cherchent l'évitement. Occasion que la Commission va offrir malgré elle.

Après les scandales de la banque lettonne ABLV et de la maltaise Pilatus, elle modifie sa proposition initiale et propose que l'autorité bancaire ait une fonction de coordination dans le cadre de la lutte contre le blanchiment. Certains au Conseil s'engouffrent dans cette brèche pour imaginer traiter uniquement ce volet. Celui-ci est bien sûr politiquement difficile à écarter à l'heure où l'opinion publique est de plus en plus sensible aux affaires de blanchiment.

Ce plan a été déjoué par le Parlement, soutenu par quelques Etats membres, dont la France. Le Conseil a dû se doter d'un mandat complet le 12 février et un premier trilogue s'est tenu dès le 14 février, avec la ferme intention d'aboutir à un accord avant la fin de la législature.

Si l'on ne veut pas fabriquer de faux espoirs et être sérieux dans la lutte contre le blanchiment, il faut que l'autorité en charge puisse intervenir, c'est la position que défend le Parlement.

*A bientôt,  
Pervenche Bus'.*



*Premier trilogue au Parlement. De gauche à droite : Andreea Ticheru, Représentation permanente roumaine ; Valdis Dombrovskis, Vice-président de la Commission européenne ; Roberto Gualtieri, Président de la commission Economique et monétaire ; Vera Jourova, Commissaire européenne ; Olivier Guersent, Directeur général DG Fisma ; Othmar Karas, Député européen autrichien, co-rapporteur.*

## DROIT D'AUTEUR

---

Jeudi 14 février 2019



### **Droit d'auteur : une victoire pour la Culture et la création**

Les négociations sur la directive droit d'auteur ont enfin abouti. Les eurodéputés socialistes et radicaux se félicitent du résultat atteint.

Ce résultat, c'est celui de la mobilisation des eurodéputés socialistes et radicaux qui ont porté le combat des artistes, des créateurs, du monde de la culture, des journalistes et des agences de presse malgré un lobbying sans précédent des GAFA, qui n'ont reculé devant aucun moyen pour détourner ce texte de son objet : désinformation, manipulation, menaces, chantage.

Aujourd'hui, la défense et la protection de ceux qui font, ceux qui créent – contre ceux qui prennent, ceux qui pillent - l'ont emporté...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*  
[Lire la suite](#)

## SOLIDARITES : LE PE REFUSE LA MACRO-CONDITIONNALITÉ

---

Mercredi 13 février 2019

### La cohésion, ciment de l'Union



L'Union européenne ne serait rien sans les outils de solidarité. La politique de cohésion est centrale à cet égard : conçue, il y a 30 ans, comme une politique de rattrapage économique des régions les plus pauvres, c'est la politique de solidarité par excellence.

Aujourd'hui, le Parlement européen a adopté son mandat de négociation sur le cadre général et les règles financières applicables à cette politique pour la période 2021-2027. Les eurodéputés socialistes et radicaux ont voté pour et se félicitent de leur victoire contre la conditionnalité macro-économique. Derrière ce vocable se cache le fait de lier le versement des fonds européens au respect du Pacte de stabilité et des règles de gouvernance économique.

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

## POUR UN BUDGET DE LA ZONE EURO

---

Mardi 19 février 2019

### Budget de la zone euro : il faut construire sur la base de la proposition de la Commission

Co-rapporteur sur le mécanisme européen de stabilisation des investissements, j'étais invitée à m'exprimer, mardi 19 février dans le débat organisé dans le cadre de la «Conférence annuelle sur le semestre européen», qui rassemble eurodéputés et députés nationaux. Nous avons échangé nos points de vues respectifs sur l'avenir de la zone euro et les priorités que nous voulons défendre : achèvement de l'union bancaire, finalisation du système européen d'assurance des dépôts, création d'un budget de la zone euro afin de stabiliser les économies en cas de choc, mécanisme européen de stabilité et renforcement de la responsabilité démocratique dans l'ensemble du système.

*Interventions lors de la Semaine parlementaire européenne lors de la session  
«Convergence, stabilisation et cohésion dans l'UEM : quel rôle pour le cadre financier pluriannuel ?»*

[Voir les vidéos](#)

## CONCURRENCE

---

Mercredi 6 février 2019

### Alstom – Siemens : il est temps de refonder la politique de la concurrence

Les eurodéputés socialistes et radicaux ont pris connaissance aujourd'hui de la décision de la Commission européenne de rejeter la fusion Alstom-Siemens.

Pour les eurodéputés socialistes et radicaux, cette décision démontre l'urgence de refonder la politique de la concurrence européenne : cette dernière ne peut plus empêcher l'Europe de se doter de la politique industrielle dont elle a tant besoin...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

## FISCALITE

---

Mercredi 13 février 2019

### **Pour une fiscalité équitable, la priorité c'est la lutte contre l'évasion fiscale**

Pervenche Berès, au nom du groupe S&D. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, je crois que ce débat vient à point nommé. Lorsque l'on regarde l'identité d'un ensemble politique, la façon dont il traite la justice fiscale en dit long sur la nature de son projet.

Derrière une fiscalité s'expriment des priorités politiques, la possibilité de financer des services publics, une protection, une garantie des citoyens, autant de sujets qui sont aujourd'hui au cœur des préoccupations de nos concitoyens.

Or, nous savons dorénavant que l'évasion fiscale est estimée à 825 milliards d'euros par an alors que le budget 2019 de l'Union est de moins de 150 milliards.

Il y a là un fossé que nous ne pouvons accepter...

*Intervention dans le débat sur "Une fiscalité équitable pour une société juste"*  
[Voir la vidéo et lire la suite](#)

Mercredi 23 janvier 2019



### **Il faut accélérer la lutte contre la criminalité fiscale : une nouvelle étude S&D révèle un déficit fiscal de 825 milliards d'euros**

Une étude commandée par le Groupe S&D révèle que l'évasion fiscale prive les contribuables européens de 825 milliards d'euros par an.

Bien que l'on constate une légère baisse par rapport à l'estimation publiée en 2012 et que cela donne à penser que la lutte contre la criminalité fiscale porte ses fruits, ce chiffre reste alarmant\*.

Parallèlement à la présentation de l'étude, le Groupe S&D lance un plan en cinq points pour lutter contre la criminalité fiscale.

*Communiqué de presse du groupe S&D*  
[Lire la suite](#)

Mardi 22 janvier 2019

## Fiscalité mondiale : comment réformer un système inégalitaire ?



Je participais le 22 janvier à une conférence publique sur l'évasion fiscale organisée par la Fondation Jean-Jaurès, la Fondation Friedrich-Ebert Stiftung à Paris et l'ICRICT.

La conférence réunissait Wayne Swan, ancien ministre des Finances australien, commissaire de l'ICRICT, Anne-Laure Delatte, directrice adjointe au CEPPII, responsable du programme scientifique Macroéconomie et finance internationales, Ricardo Martner, économiste chilien, ancien fonctionnaire aux Nations unies, commissaire de l'ICRICT, Chili et était animée par Adrienne Brotons, membre de l'Observatoire de l'économie de la Fondation Jean-Jaurès.

*Conférence sur l'évasion fiscale organisée par la fondation Jean Jaurès, la Friedrich Ebert Stiftung et l'Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation*

[Voir la vidéo](#)

## BANQUES ET FINANCE DURABLE

---

Mercredi 13 février 2019

### Vers la fin du «roaming» sur les transactions en euros ?

Pervenche Berès (S&D). – Madame la Présidente, Monsieur le Vice-président, quand on parle des services financiers, ce n'est pas si souvent que ça qu'on parle du droit des consommateurs.

Nous sommes réunis autour d'un texte qui a été négocié à l'arraché par notre Parlement sur une position claire.

Nous connaissons tous des citoyens qui ont rencontré ces situations impossibles: ils sont à l'étranger, ils paient dans la monnaie locale, et ne sont informés que bien plus tard du taux de conversion et des frais appliqués par la banque....

*Intervention dans le débat sur les Frais applicables aux paiements transfrontières dans l'Union et frais de conversion monétaire*

[Voir la vidéo et lire la suite](#)

Mardi 22 janvier 2019

### Finance durable : ne pas penser environnement sans penser social

La taxonomie en matière de finance durable est le futur système européen de classification unifié qui établit des critères harmonisés pour déterminer si une activité économique est durable ou non sur le plan environnemental. C'est la colonne vertébrale de la stratégie de financement durable.

*Intervention en réunion conjointe des commissions Economique et monétaire et Environnement sur la Taxonomie.*

[Voir la vidéo](#)



## TRAITES, CODE DE CONDUITE ET TRANSPARENCE

---

Lundi 11 février 2019

### Il faut remédier aux failles du Traité

Pervenche Berès (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président, manifestement, pour faire l'objet d'une vision globale, la mise en œuvre du traité de Lisbonne nécessite beaucoup d'expertise.

Et, dans cette expertise – comme vous êtes par ailleurs, me semble-t-il, candidat à la présidence de la Commission – je vous inviterai à regarder de près certains éléments que nous avons mis dans le rapport de Mme Mercedes Bresso sur le rôle du secrétaire général, alors que la Médiatrice s'apprête à conforter, à confirmer, sa vision selon laquelle cette procédure de nomination devrait être révisée. I

I y a là – je pense – des failles auxquelles il faut remédier et je ne doute pas que c'est un des thèmes que vous aurez à aborder dans votre campagne...

*Intervention dans le débat commun  
sur la Mise en œuvre des dispositions du traité relatives à la citoyenneté de l'Union,  
à la coopération renforcée  
et au pouvoir de contrôle politique du Parlement sur la Commission  
et l'application de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne  
dans le cadre institutionnel de l'Union*  
[Voir la vidéo et lire la suite](#)

Jeudi 31 janvier 2019

### Une victoire pour la transparence !

Aujourd'hui, à 4 voix près, la gauche européenne a infligé un camouflet à la droite européenne et à son *Spitzenkandidat*, Manfred Weber, qui est allé jusqu'à dégainer l'arme rarement utilisée du vote à bulletin secret pour ne pas obliger les rapporteurs, rapporteurs fictifs et présidents de commission à rendre publiques leurs rencontres avec des lobbyistes.

Pour Pervenche Berès, membre de la commission en charge des affaires constitutionnelles, « malgré toutes ses manœuvres, la droite a échoué : la démocratie et la transparence sortent renforcées de ce vote !

C'est un message d'optimisme alors que la défiance envers les élus et les institutions ne cesse de croître dans tous les pays de l'Union »...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*  
[Lire la suite](#)

Mercredi 30 janvier 2019

### Pour les alchimistes de la droite européenne, changer la transparence en opacité

Aujourd'hui la droite européenne sous l'autorité de son *Spitzenkandidat*, Manfred Weber, a demandé que des votes importants de la révision du règlement intérieur du Parlement européen se fassent à bulletin secret.

Les eurodéputés socialistes et radicaux dénoncent avec force cette attaque en règle contre la transparence, alors que la défiance envers les élus et les institutions ne cesse de croître, comme en témoigne en France la crise des gilets jaunes...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*  
[Lire la suite](#)

## DEFI DEMOCRATIQUE

---

Mercredi 23 janvier 2019



### The way democracy in the EU delivers is under question

Je participais le 23 janvier à une émission dans les studios d'Euranet+, important réseau de radios européennes.

*Emission Euranet+*  
[Voir l'émission.](#)

## NOTE DE L'INSTITUT JACQUES DELORS

---

Mardi 5 février 2019

DÉCRYPTAGE  
05 FÉVRIER 2019  
#ÉLECTIONS 2019

JACQUES DELORS INSTITUTE  
BERLIN  
Centre for European Affairs at the Hertie School of Governance



### LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS EUROPEENNES : QUELS THÈMES ? QUELS CLIVAGES ?



### La campagne pour les élections européennes : quels thèmes ? quels clivages ?

Cette note élaborée par le groupe de travail, présidé par Pascal Lamy, président emeritus de l'Institut Jacques Delors, et composé de Christine Verger, conseillère de l'Institut Jacques Delors, Jean-Louis Bourlanges, député français, Thierry Chopin, conseiller de l'Institut, Monica Frassoni, co-présidente d'un parti européen, Valentin Kreilinger, chercheur au Jacques Delors Institut – Berlin, Alain Lamassoure, député européen, Alessia Mosca, députée européenne, et Geneviève Pons, directrice du bureau de Bruxelles de l'Institut Jacques Delors, et moi-même, fait partie d'une séquence qui a débuté par la publication le 25 octobre 2018 de la note « Quel hémicycle, quelle Europe ? », et sera suivie par d'autres publications d'ici les élections européennes des 23-26 mai 2019.

Elle explore 11 thèmes et 4 clivages que la campagne des élections européennes qui s'annonce devrait mettre en scène.

*Note de l'Institut Jacques Delors*  
[Lire la note](#)

## AGENDA

---

### **LUNDI 18 FEVRIER 2019**

Groupe de travail Institut Delors - Paris  
Semaine parlementaire européenne - Bruxelles

### **MARDI 19 FEVRIER 2019**

Commission Economique et monétaire et Commission des Budgets : audition à huis-clos de Margrethe Vestager et de Pierre Moscovici, commissaires sur les affaires Bancaires and Nord LB- Bruxelles

Semaine parlementaire européenne - Intervention dans le débat « Convergence, stabilité et cohésion » - Hémicycle, Bruxelles

Commission de l'Industrie, de la recherche et de l'énergie - Bruxelles

Trilogue - Article 22 - Bruxelles

Réunion de la commission spéciale TAX3 avec Margrethe Vestager, Commissaire et María Jesús Montero Cuadrado, Ministre espagnole du Trésor - Bruxelles

### **MERCREDI 20 FEVRIER 2019**

Commission Economique et monétaire - Bruxelles

Débat CFDT Ile de France - Bruxelles

Mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'assujettissement à la fiscalité américaine des Français nés aux Etats-Unis - Bruxelles

Commission des Affaires constitutionnelles - Bruxelles

Groupe de travail du PSE « Economie, finance et budget européen » - Bruxelles

### **JEUDI 21 FEVRIER 2019**

12ème réunion des rapporteurs fictifs sur la Réforme des autorités de supervision - Bruxelles

Deuxième trilogue Réforme des autorités de supervision - Bruxelles

### **LUNDI 25 FEVRIER 2019**

Commission Economique et monétaire - Bruxelles

### **MARDI 26 FEVRIER 2019**

Commission Economique et monétaire - Bruxelles

Commission des Affaires constitutionnelles - Bruxelles

Réunion du réseau « Économie Finances » du PSE - Bruxelles

### **MERCREDI 27 FEVRIER 2019**

Réunion de la commission spéciale Tax3 - Bruxelles

Commission des Affaires constitutionnelles - Bruxelles

Troisième trilogue Réforme des autorités de supervision - Bruxelles

### **JEUDI 28 FEVRIER AU VENDREDI 1er MARS 2019**

Mission de la commission Economique et monétaire - Dublin - Irlande

### **LUNDI 11 MARS 2019**

Dialogue de Haut niveau - Règles budgétaires et capacité budgétaire - Institut universitaire de Florence - Campus San Domenico di Fiesole

### **LUNDI 11 MARS au JEUDI 14 MARS 2019**

Session de Strasbourg

### **LUNDI 18 MARS 2019**

Réunion des coordinateurs de la commission Economique et monétaire - Bruxelles

### **MARDI 19 au JEUDI 21 MARS 2019**

Organisation de la Semaine de la Culture et de la création au Parlement européen - Bruxelles



**MARDI 19 MARS 2019**

Groupe de travail S&D ECON - Bruxelles  
Délégation socialiste française - Bruxelles  
Groupe S&D - Bruxelles  
Réception de lancement de la Semaine de la Culture et de la création - Bruxelles

**MERCREDI 20 MARS 2019**

Groupe S&D - Bruxelles  
Délégation socialiste française - Bruxelles  
Déjeuner de la Présidence - Semaine de la Culture et de la création - Bruxelles  
Conférence de Haut niveau - Semaine de la Culture et de la création - Bruxelles  
Délégation socialiste française - Bruxelles

**JEUDI 21 MARS 2019**

Commission Economique et monétaire - Bruxelles  
Intervention devant l'Ecole de la Démocratie S&D « Pouvons-nous combattre les inégalités ? » - Bruxelles

**LUNDI 25 au JEUDI 28 MARS 2019**

Session de Strasbourg

[Mauvaise visualisation ? Cliquez ici](#)

[Se désabonner](#)